



W E N D E L

JUIN 2023

Politique relative au dispositif d'alerte éthique de Wendel

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION

2. FICHE PRATIQUE

3. FAITS POUVANT DONNER LIEU A UNE ALERTE

4. PERSONNES POUVANT LANCER UNE ALERTE

5. COMMENT LANCER UNE ALERTE

6. GARANTIES OFFERTES PAR LE DISPOSITIF D'ALERTE ETHIQUE

7. LES SUITES DONNEES A UNE ALERTE

1. INTRODUCTION

1.1 Les trois canaux de signalement prévus par la loi

Le lanceur d’alerte dispose de **trois canaux distincts** pour effectuer son signalement tout en bénéficiant des protections accordées par la loi à ce statut :

- i. **Signalement interne** : le lanceur d'alerte choisit de déposer l'alerte en interne via la Ligne Ethique ou directement auprès de toute autre personne habilitée ; c’est l’objet de la présente politique.
- ii. **Signalement externe** : le lanceur d'alerte peut adresser son alerte à toute autorité compétente telle que listée en annexe au décret n°2022-1284 du 3 octobre 2022, ou encore au Défenseur des droits, à l'autorité judiciaire ou à toute institution, organe ou organisme de l'Union européenne compétent. Ce signalement externe peut intervenir soit après un signalement interne, soit directement lorsque le lanceur d’alerte estime qu’il n’est pas possible de remédier efficacement à la situation par un signalement interne ou qu’il s’expose à un risque de représailles.
- iii. **Divulgateur public** : Le lanceur d'alerte peut enfin rendre l'alerte publique dans certaines conditions précises :
 - soit après signalement externe et dans la mesure où celui-ci n'a été suivi d'aucune mesure appropriée dans les délais fixés ;
 - soit en cas de danger grave et imminent ;
 - soit enfin lorsque la saisine de l'autorité compétente ferait courir au lanceur d'alerte un risque de représailles ou ne permettrait pas de remédier efficacement à la situation, en raison des circonstances particulières de l'affaire.

Le Dispositif d’alerte éthique mis en place par Wendel porte exclusivement sur le signalement interne visé au (i) ci-dessus.

1.2 Le dispositif interne au Groupe Wendel – champ d’application

Le Groupe Wendel promeut la conformité aux lois et réglementations applicables, en particulier celles rappelées dans sa Charte Ethique et dans sa politique anti-corruption.

Dans une démarche d’amélioration continue et afin de prévenir ou limiter les risques auxquels l’une des entités du Groupe Wendel et/ou l’un de ses employés pourrait être confronté(e), les collaborateurs, co-contractants, partenaires ou parties prenantes qui le souhaitent¹ peuvent utiliser le dispositif d’alerte professionnelle mis en place par Wendel (dénommé « Dispositif d’alerte éthique ») afin de signaler tout manquement à ces règles, qu’il soit potentiel ou avéré.

La présente politique s’adresse donc à l’ensemble de ces personnes et couvre tout signalement effectué par le canal interne, que ce soit à travers l’adresse mail dédiée ou auprès des personnes habilitées en interne. L’adresse mail dédiée (la « Ligne Ethique ») permettant de déposer une alerte est la suivante:

ethics@wendelgroup.com

Pour ce qui concerne Wendel Luxembourg SA et Wendel North America LLC, la présente politique est complétée par les procédures dédiées à chacune de ces entités.

¹ Tels que définis au paragraphe 4.3.

Groupe Wendel : Pour les besoins de cette politique, le « Groupe Wendel » s'entend des sociétés Wendel SE, Wendel Luxembourg SA et Wendel North America LLC². Elle ne s'applique donc pas aux sociétés contrôlées du portefeuille de Wendel, lesquelles mettent en place un dispositif d'alerte professionnelle qui leur est propre. Les collaborateurs, partenaires et parties prenantes des sociétés contrôlées du portefeuille de Wendel sont donc priées de s'y référer spécifiquement, le cas échéant.

1.3 Les textes

La présente politique est adoptée par le Groupe Wendel en application de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 dite « loi Sapin 2 » (articles 6 à 17) telle que modifiée par la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 et complétée par le décret n°2022-1284 du 3 octobre 2022.

1.4 Les sanctions

Afin d'encourager le dépôt d'alertes professionnelles et de protéger les lanceurs d'alertes, la loi réprime un certain nombre de manquements aux exigences posées :

- Toute personne qui fait obstacle, de quelque façon que ce soit, à la transmission d'une alerte est punie d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende pour les personnes physiques (art. 13 I. de la loi Sapin 2).
- Toute violation de la confidentialité de l'alerte, du lanceur d'alerte, de la personne visée par l'alerte ou de personnes mentionnées dans l'alerte est punie de 2 ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende (article 9, II de la loi Sapin 2).
- Toute discrimination fondée sur la « qualité de lanceur d'alerte, de facilitateur ou de personne en lien avec un lanceur d'alerte » est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende (articles 225-1 et 225-2 du Code pénal).
- En outre, les procédures dilatoires ou abusives intentées contre un lanceur d'alerte peuvent être sanctionnées par une amende civile de 60.000 euros, sans préjudice de l'octroi de possibles dommages et intérêts ainsi que le prononcé d'une peine de diffusion de la décision (article 13 II de la loi Sapin 2).

Les amendes prévues pour les personnes physiques sont multipliées par cinq pour les personnes morales.

1.5 Communication de la politique

Conformément au décret 2022-1284 du 3 octobre 2022, « La procédure est diffusée par l'entité concernée par tout moyen assurant une publicité suffisante, notamment par voie de notification, affichage ou publication, le cas échéant sur son site internet ou par voie électronique, dans des conditions permettant de la rendre accessible de manière permanente aux personnes mentionnées » au Chapitre 4 ci-dessous.

Les Recommandations de l'Agence française anticorruption rappellent également que les différentes étapes de la mise en œuvre du dispositif d'alerte devraient comporter la « *diffusion de la procédure d'alerte interne* »

² Les procédures internes de Wendel Luxembourg SA et Wendel North America LLC pourront utilement compléter la présente politique afin de permettre de tenir compte, le cas échéant, de certaines spécificités locales.

à l'ensemble des personnels par tous moyens (courrier de la direction, affichage, site intranet, remise en main propre, etc.) permettant de s'assurer que chaque personne concernée en a connaissance et y a accès. Dans le cas d'un dispositif d'alerte commun à l'alerte anticorruption et à d'autres dispositifs légaux, la procédure doit être également diffusée aux collaborateurs occasionnels. L'entreprise peut décider d'ouvrir son dispositif d'alerte aux tiers. L'entreprise peut choisir de mettre à profit ses outils de communication externes pour mentionner l'existence de son dispositif d'alerte (par exemple son site internet, les documents remis à ses tiers, etc.) ; ».

Pour les collaborateurs de Wendel, la procédure est notamment disponible sur le site intranet de la Société Connecte / Compliance. Une campagne de sensibilisation sur l'utilisation de ce Dispositif d'alerte éthique est prévue à destination du personnel de Wendel.

Pour les partenaires et parties prenantes de Wendel, le site Internet de Wendel comporte un lien vers la procédure d'alerte sur sa page éthique :

<https://www.wendelgroup.com/esg/ethique-et-conformite/>

En outre, l'existence du dispositif est portée à l'attention des tiers dans le cadre du Document d'Enregistrement Universel de Wendel, au chapitre 4 relatif à la Déclaration de Performance Extra-Financière.

* * *

La présente politique a été présentée et validée en Directoire au niveau de Wendel SE.

L'utilisation du Dispositif d'alerte éthique et le traitement de ces signalements sont encadrés par les règles telles que définies ci-après et la procédure de gestion des alertes destinée à la Direction Conformité.

2. FICHE PRATIQUE SUR LE DISPOSITIF D'ALERTE ETHIQUE



Si vous êtes confronté ou assistez à :

- Un manquement aux règles de la Charte éthique de Wendel de la Politique anticorruption ou des politiques de Compliance du Groupe Wendel ;
- Un crime ou un délit ;
- Une menace ou un préjudice grave pour l'intérêt général ;
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation du droit international ou de l'Union européenne, de la loi ou du règlement ;
- Une atteinte envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes, ainsi qu'à l'environnement

vous avez le choix entre :

Signalement interne
auprès d'un membre de Wendel



En référer au supérieur
hiérarchique,
au Directeur des ressources
humaines,
ou à la Direction Conformité

Signalement interne
via la Ligne Ethique



Utiliser la Ligne Ethique :
ethics@wendelgroup.com

Signalement externe
aux autorités



Informez directement les
autorités judiciaires ou
administratives, le
Défenseur des droits, ou
l'institution ou l'organe de
l'Union Européenne
compétent



L'alerte doit :

- Être émise **de bonne foi et sans contrepartie financière directe** par une personne physique ;
- Être fondée sur des informations dont vous avez eu **personnellement connaissance** si elles ont été obtenues en dehors d'un cadre professionnel ;
- Décrire les faits de **manière objective et précise**, en fournissant tous éléments concrets dont vous disposez au soutien de votre alerte.



Délais de réponse - Dispositif d'alerte éthique

- L'auteur de l'alerte reçoit un **accusé de réception sous sept jours** ;
- Après analyse de sa recevabilité l'alerte fait l'objet d'un traitement dans les **trois mois** ;
- L'auteur sera tenu **régulièrement informé** de l'état d'avancement du traitement de son alerte.

3. FAITS POUVANT DONNER LIEU A UNE ALERTE

Le Dispositif d’alerte éthique peut être utilisé pour signaler des faits susceptibles de caractériser :

- un manquement aux règles de la Charte éthique de Wendel, de la politique anticorruption ou des politiques de compliance du Groupe Wendel ;
- un crime ou un délit ;
- une violation (ou une tentative de dissimulation d’une violation) d’un engagement international, d’un acte unilatéral d’une organisation internationale, du droit de l’Union européenne, de la loi ou du règlement ;
- les atteintes envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l’environnement ;
- une menace ou un préjudice pour l’intérêt général.

Dans tous domaines, notamment :

- financier, comptable, bancaire ;
- déontologie boursière ;
- lutte contre la corruption ;
- pratiques anticoncurrentielles ;
- santé, hygiène et sécurité au travail ;
- lutte contre les discriminations et le harcèlement au travail ;
- protection de l’environnement ;
- droits de l’homme et libertés fondamentales.

Et à l’exception des éléments couverts par :

- le secret de la défense nationale,
- le secret médical,
- le secret des délibérations judiciaires,
- le secret de l’enquête ou de l’instruction judiciaires ou
- le secret des relations entre un avocat et son client.

Les informations peuvent porter sur des faits susceptibles de se produire ou s’étant déjà produits.

En cas de doute, il est préférable d’utiliser le Dispositif d’alerte éthique plutôt que de prendre le risque qu’un fait grave ou sous-estimé ne soit pas révélé.

4. PERSONNES POUVANT LANCER UNE ALERTE

Le Dispositif d'alerte éthique peut être utilisé par :

- i. les membres du personnel du Groupe Wendel
- ii. les personnes dont la relation de travail avec le Groupe Wendel s'est terminée, lorsque les informations à l'origine de l'alerte ont été obtenues dans le cadre de cette relation
- iii. les personnes qui se sont portées candidates à un emploi au sein de l'entité du Groupe Wendel concernée, lorsque les informations à l'origine de l'alerte ont été obtenues dans le cadre de cette candidature
- iv. les actionnaires, les associés et les titulaires de droits de vote au sein de l'assemblée générale de l'entité concernée du Groupe Wendel
- v. les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entité concernée du Groupe Wendel
- vi. les collaborateurs extérieurs et occasionnels du Groupe Wendel (consultant détaché, intérimaire, stagiaire, senior advisor, etc...)
- vii. les cocontractants de l'entité concernée du Groupe Wendel, leurs sous-traitants ou, lorsqu'il s'agit de personnes morales, les membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de ces cocontractants et de leurs sous-traitants
- viii. Ainsi que les membres du personnel des cocontractants du Groupe Wendel et de leurs sous-traitants.

5. COMMENT LANCER UNE ALERTE

Toute personne répondant aux conditions décrites au paragraphe 6.2 ci-après peut déposer une alerte par le canal interne, comme suit :

- i. soit en utilisant la Ligne Ethique : ethics@wendelgroup.com ;
- ii. soit en en référant à la Direction Conformité³ ;
- iii. soit enfin en saisissant sa hiérarchie ou le Directeur des Ressources humaines de Wendel SE.

Quel que soit l'interlocuteur choisi par le lanceur d'alerte aux (ii) ou (iii) ci-dessus, les échanges peuvent se faire sous toutes formes, par écrit (y compris e-mail) ou par oral et, le cas échéant, lors d'une visioconférence ou d'une rencontre physique organisée au plus tard vingt jours ouvrés après réception de la demande. En tout état de cause, la confidentialité de cet échange doit être assurée par la personne qui recueille l'alerte comme par le lanceur d'alerte (voir le Chapitre 6 ci-dessous).

Il est recommandé au lanceur d'alerte de :

- joindre des documents de nature à étayer son signalement, lorsqu'il en dispose
- ne pas utiliser son matériel professionnel (ordinateur, tablette, téléphone professionnel) afin de déposer son alerte
- renseigner une adresse mail sur laquelle il pourra être joint dans le cadre du traitement de l'alerte. Afin de garantir la confidentialité de son identité, cette adresse mail pourra utiliser un pseudo.

Si le lanceur d'alerte choisit de rester anonyme, l'alerte ne pourra être traitée que si la gravité des faits mentionnés est établie, si les faits sont suffisamment détaillés et si le traitement de ce signalement permet de s'entourer de précautions particulières. Si ces conditions ne sont pas réunies, le lanceur d'alerte sera invité à s'identifier pour que son alerte puisse être traitée.

Le lanceur d'alerte reçoit sous 7 jours ouvrés un accusé de réception de son alerte.

³ La Direction de la Conformité s'entend dans la présente politique du Directeur de la Conformité Groupe et du Directeur adjoint de la Conformité Groupe.

6. GARANTIES OFFERTES PAR LE DISPOSITIF D'ALERTE ETHIQUE

6.1 La confidentialité des informations recueillies dans le cadre du signalement

Le Dispositif d'alerte éthique garantit l'intégrité et la confidentialité des informations recueillies dans un signalement, conformément à l'article 9 de la loi Sapin 2.

Doivent ainsi demeurer strictement confidentielles :

- i. **L'identité du lanceur d'alerte**⁴ ;
- ii. **L'identité de la ou des personne(s) visée(s)** par l'alerte et de **tout tiers mentionné** dans le signalement ;
- iii. **Et plus généralement les informations recueillies** dans le cadre de l'alerte, c'est à dire les faits faisant l'objet de l'alerte.

Par ailleurs, **le lanceur d'alerte ne peut pas lui-même divulguer librement les informations objet de l'alerte.**

6.2 Les conditions posées par la loi afin qu'une personne bénéficie du statut de lanceur d'alerte et des protections en découlant sont les suivantes :

- i. Elle est une **personne physique** – elle ne peut pas être une personne morale, c'est-à-dire une entreprise, une association ou même un syndicat ;
- ii. Elle agit **sans contrepartie financière directe**⁵ ;
- iii. Elle agit **de bonne foi** – le lanceur d'alerte ne doit pas agir de façon malveillante ou par vengeance en colportant des informations qu'il sait mensongères ou erronées ;
- iv. Lorsque les informations n'ont pas été obtenues dans le cadre des activités professionnelles, le lanceur d'alerte doit en avoir eu personnellement connaissance, c'est-à-dire avoir été le **témoin personnel** des faits (ou la victime) – le lanceur d'alerte ne peut pas colporter une simple rumeur.

Les informations communiquées doivent rester factuelles et présenter un lien direct avec l'objet du signalement.

Un lanceur d'alerte qui ne répond pas aux conditions (i) à (iv), ne bénéficiera pas des protections visées au 6.3 ci-dessous et pourrait s'exposer à des sanctions disciplinaires, ainsi qu'à des poursuites judiciaires, notamment pour diffamation ou dénonciation calomnieuse.

En revanche, toute utilisation de bonne foi du Dispositif d'alerte éthique, même si les faits se révèlent, par la suite, inexacts ou ne donnent lieu à aucune suite, ne peut exposer son auteur à des sanctions ou des représailles.

⁴ Sauf si Wendel décidait de communiquer ces faits à l'autorité judiciaire.

⁵ En France, le lanceur d'alerte n'est pas rémunéré. Il en va autrement par exemple aux Etats-Unis.

6.3 La protection du lanceur d’alerte

Dès lors qu’il respecte les conditions visées au paragraphe 6.2 ci-dessus, le lanceur d’alerte bénéficie d’une large protection et notamment des garanties suivantes :

- confidentialité des données le concernant, qui ne peuvent être divulguées sans son consentement⁶ ;
- aménagement de la charge de la preuve (i.e. il appartient à Wendel de prouver que sa potentielle décision de licencier ou de sanctionner une personne à l’origine d’une alerte est motivée par des éléments objectifs étrangers à l’alerte) ;
- protection contre les mesures de représailles (telles que suspension, licenciement, mesure disciplinaire, discrimination, traitement désavantageux...) ;
- irresponsabilité civile (notamment si le lanceur d’alerte avait des motifs raisonnables de croire, au moment du signalement, que celui-ci était nécessaire à la sauvegarde des intérêts en cause) et pénale ;

6.4 Les protections découlant du statut de lanceur d’alerte bénéficient également⁷⁸ :

- i. Aux facilitateurs, c’est-à-dire toute personne physique ou toute personne morale de droit privé à but non lucratif (par exemple une association ou un syndicat) qui aide un lanceur d’alerte à effectuer un signalement ;
- ii. Aux personnes physiques en lien avec le lanceur d’alerte (par exemple des collègues ou des proches) et qui risquent de faire elles-mêmes l’objet de mesures de représailles de la part de leur employeur, de leur client ou du destinataire de leurs services ;
- iii. Aux entités juridiques contrôlées (au sens de l’article L.233-3 du code de commerce) par le lanceur d’alerte et avec lesquelles il travaille ou est lié professionnellement.

Etant précisé que cette protection ne s’applique que si le lanceur d’alerte respecte le cadre prévu par la Loi Sapin 2 et rappelé au 6.2 ci-dessus.

6.5 Droits de la personne visée par l’alerte

Toute personne visée par une alerte (témoin, victime, auteur présumé) a droit au strict respect de sa confidentialité, notamment au regard du principe fondamental de la **présomption d’innocence**, du respect des **droits de la défense** et du **respect de la vie privée**.

Au titre du RGPD, elle doit être informée qu’elle est visée par une alerte, ses données personnelles faisant l’objet d’un traitement à ce titre. Pour plus de détails, voir l’annexe 1 à la présente politique.

⁶ Sauf si Wendel décidait de communiquer ces faits à l’autorité judiciaire.

⁷ Article 2 de la loi du 21 mars 2022.

⁸ En ce qui concerne Wendel North America, les lanceurs d’alerte sont également soumis au Règlement 21F de la SEC. Les personnes intéressées sont invitées à consulter le *US Compliance Manual* de Wendel North America, Chapitre « Whistleblowing ».

7. SUITES DONNEES A UNE ALERTE

7.1 Concernant l'alerte et l'auteur du signalement

A la suite d'un signalement interne, et dans la mesure où son auteur a renseigné une adresse mail permettant de communiquer avec lui, il reçoit sous 7 jours un accusé de réception. Cet accusé de réception ne préjuge aucunement de la recevabilité éventuelle de l'alerte, ce point étant analysé dans un second temps.

En cas de signalement par un lanceur d'alerte auprès de son supérieur hiérarchique ou du Directeur des Ressources Humaines au sein du Groupe Wendel, le dépositaire de l'alerte est invité à en informer immédiatement la Direction Conformité Groupe.

Le signalement fait l'objet d'un traitement par la Direction Conformité du Groupe Wendel afin d'évaluer sa recevabilité et, le cas échéant, les suites qui doivent lui être données (enquête interne, procédure judiciaire...) ainsi que les mesures de remédiation pouvant être mises en œuvre. La Direction Conformité peut être amenée à réaliser elle-même l'enquête ou à la sous-traiter à un cabinet spécialisé.

L'auteur du signalement pourra transmettre toute information et document complémentaire (par écrit/oral, par email ou remise en main propre) au cours de ce traitement.

L'auteur du signalement est tenu informé des suites données à son signalement dans un délai de trois mois à compter de l'accusé de réception. Il est également tenu informé de la clôture du dossier lié à son signalement.

7.2 Concernant la personne visée par le signalement

Toute personne visée par une alerte, que ce soit en tant que témoin, victime ou auteur présumé des faits doit en être informée dans un délai raisonnable, ne pouvant pas dépasser un mois à la suite de l'émission d'une alerte, sauf à ce que cette information soit susceptible « *de compromettre gravement la réalisation des objectifs dudit traitement* », tel le risque de destruction de preuves⁹. L'information doit néanmoins alors être délivrée aussitôt le risque écarté et ne doit pas contenir d'informations relatives à l'identité de l'auteur de l'alerte ni à celle de toute autre personne visée par l'alerte. L'information donnée devra mentionner l'existence du traitement, ses caractéristiques ainsi que les droits dont dispose la personne visée par l'alerte.

Il sera également précisé à cette personne les faits qui lui sont reprochés, les services éventuellement destinataires du signalement, les modalités d'exercice de ses droits d'accès et de rectification.

L'identité de l'auteur du signalement ne pourra en aucun cas lui être communiquée.

En outre, les éléments de nature à identifier la personne mise en cause par l'alerte ne peuvent être divulgués, sauf à l'autorité judiciaire, qu'une fois établi le caractère fondé de l'alerte. En d'autres termes, dans le cadre du traitement de l'alerte par la Direction Conformité du Groupe Wendel, « *les données personnelles doivent uniquement être rendues accessibles aux personnes habilitées à en connaître au regard de leurs attributions* » (Délibération de la CNIL du 18 juillet 2019), sauf à devoir saisir l'autorité judiciaire.

La personne mise en cause par l'alerte sera également informée de la clôture des opérations de vérification, le cas échéant, ou de la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire ou de poursuites judiciaires.

Enfin, dès lors qu'une sanction disciplinaire ou une procédure contentieuse est engagée à la suite de l'alerte à l'encontre de la personne mise en cause, cette dernière pourra obtenir communication de certains éléments de son dossier en vertu des règles de droit commun applicables, en ce compris l'identité du lanceur d'alerte et de toute autre personne visée par l'alerte, sous réserve toutefois de la prise de mesures appropriées pour protéger les droits et libertés ainsi que les intérêts légitimes des personnes concernées.

⁹ Article 14 du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD »).

ANNEXE RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

1. Responsable de traitement

L'entité concernée du Groupe Wendel et Wendel SE sont responsables conjoints du traitement en cas d'alerte interne effectuée par la voie hiérarchique¹⁰.

Wendel SE est responsable du traitement dans le cadre du Dispositif d'alerte éthique dès lors que l'alerte est effectuée auprès de la Direction Conformité, de la Direction des Ressources Humaines ou *via* la Ligne Ethique.

2. Catégories de données à caractère personnel traitées

Dans le cadre d'un signalement, seules les catégories de données suivantes peuvent être traitées :

- identité, fonctions et coordonnées de l'auteur du signalement ;
- identité, fonctions et coordonnées des personnes faisant l'objet du signalement ;
- identité, fonctions et coordonnées des personnes intervenant dans le recueil ou dans le traitement du signalement ;
- faits signalés ;
- éléments recueillis dans le cadre de la vérification des faits signalés ;
- compte rendu des opérations de vérification ;
- suites données au signalement.

La prise en compte du signalement s'appuie sur des données formulées de manière objective, par exemple, des dates, des noms et des fonctions internes des personnes impliquées, en rapport direct avec l'objet du Dispositif d'alerte éthique et strictement nécessaires à la vérification des faits allégués.

3. Destinataires des données

Les destinataires de tout ou partie des données sont les personnes habilitées à recueillir une alerte ainsi que les membres de la Direction Conformité, sous les limitations prévues au chapitre 5 ci-dessus au regard notamment de la confidentialité entourant l'identité du lanceur d'alerte.

4. Utilisation des données

Conformément à la délibération de la CNIL (18 juillet 2019) Wendel s'engage à ne pas utiliser les données à des fins détournées, à assurer leur confidentialité, à respecter la durée de conservation limitée des données

¹⁰ Lorsqu'elles font l'objet d'un traitement, les données à caractère personnel relatives à des signalements sont traitées et conservées dans le respect du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

et à procéder à la destruction ou à la restitution de tous les supports manuels ou informatisés de données à caractère personnel au terme de sa prestation.

5. Durée de conservation des données

Les signalements (enregistrements, transcriptions et procès-verbaux) ne peuvent être conservés que le temps strictement nécessaire et proportionné à leur traitement et à la protection de leurs auteurs, des personnes qu'ils visent et des tiers qu'ils mentionnent, en tenant compte des délais d'éventuelles enquêtes complémentaires.

Conformément à la délibération de la CNIL (18 juillet 2019) :

- Les données relatives à une alerte considérée par le responsable du traitement comme n'entrant pas dans le champ du dispositif, sont détruites sans délai du dispositif d'alertes professionnelles ou anonymisées.
- Lorsqu'aucune suite n'est donnée à une alerte entrant dans le champ du dispositif, les données relatives à cette alerte sont détruites ou anonymisées dans un délai de deux mois à compter de la clôture des opérations de vérification.
- Lorsqu'une procédure disciplinaire ou contentieuse est engagée à l'encontre d'une personne mise en cause ou de l'auteur d'une alerte abusive, les données relatives à l'alerte peuvent être conservées par l'organisation chargée de la gestion des alertes jusqu'au terme de la procédure ou de la prescription des recours à l'encontre de la décision.

A l'exception des cas où aucune suite n'est donnée à l'alerte, le responsable de traitement peut conserver les données collectées sous forme d'archives intermédiaires aux fins d'assurer la protection du lanceur de l'alerte ou de permettre la constatation des infractions continues. Cette durée de conservation doit être strictement limitée aux finalités poursuivies, déterminée à l'avance et portée à la connaissance des personnes concernées.

Les données peuvent être conservées plus longtemps, en archivage intermédiaire, si le responsable du traitement en a l'obligation légale (par exemple, pour répondre à des obligations comptables, sociales ou fiscales). »

En complément, conformément à la délibération de la CNIL du 12 février 2016 :

« Les données collectées et traitées dans le cadre de la gestion d'un précontentieux doivent ainsi être supprimées dès le règlement amiable du litige ou, à défaut, dès la prescription de l'action en justice correspondante.

Les données collectées et traitées dans le cadre d'un contentieux doivent quant à elles être supprimées lorsque les voies de recours ordinaires et extraordinaires ne sont plus possibles contre la décision rendue. »

6 Droits des personnes concernées

Toute personne identifiée dans le Dispositif d'alerte éthique dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement des données et de limitation du traitement la concernant (par exemple lorsque ces données sont inexacts ou obsolètes), conformément à la réglementation applicable en France en matière de protection des données à caractère personnel.

Lorsque les personnes concernées exercent leur droit d'accès, elles ne peuvent via l'exercice de ce droit, obtenir communication d'aucune donnée relative à des tiers. En particulier, la personne visée par l'alerte qui exercerait son droit d'accès ne peut en aucun cas obtenir communication des informations concernant l'identité de l'auteur de l'alerte.

En outre, la CNIL (délibération du 18 juillet 2019) précise que le droit de rectification, prévu à l'article 16 du RGPD, doit s'apprécier au regard de la finalité du traitement. Ce droit de rectification est limité et ne peut pas permettre la modification rétroactive des éléments contenus dans l'alerte ou collectés lors de son instruction. Son exercice, lorsqu'il est admis, ne doit pas aboutir à l'impossibilité de reconstitution de la chronologie des éventuelles modifications d'éléments importants de l'enquête. Ce droit ne peut être exercé uniquement pour rectifier les données factuelles, dont l'exactitude matérielle peut être vérifiée par le responsable du traitement à l'appui d'éléments probants, et ce sans que soient effacées ou remplacées les données, même erronées, collectées initialement.

La demande doit être adressée par email au Data Protection Officer de Wendel : dpo@wendelgroup.com.

* * *